

28 novembre 2008

IPLI 2009-2014 : 120 jours avant le 1er avril

IPLI : c'est l'initiative des partenariats de lutte à l'itinérance, un programme fédéral existant depuis 2007 en remplacement d'IPAC (mis en place en 1999,

EN PAGE 2,
L'ITINÉRANCE ET LES
ÉLECTIONS AU QUÉBEC

ENVOYEZ
UNE CARTE
DE NOËL À
LA MINISTRE



En septembre dernier, une nouvelle phase de 5 ans d'IPLI a été annoncée, ce qui a été réitéré dans le Discours du trône le 18 novembre. Autre nouvelle : Diane Finley a été nommée ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, donc responsable d'IPLI, charge qu'elle a déjà exercée au début du premier mandat Harper.

Alors qu'il reste environ 120 jours avant la fin de l'IPLI actuel, beaucoup de questions restent encore sans réponse :

LES ORIENTATIONS DU PROGRAMME ?

LES ÉTAPES ET LE DÉLAI DE MISE EN PLACE ?

LES MESURES ENVISAGÉES POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DES SERVICES ?

Nous avons interpellé la ministre ainsi que les administrations fédérale et provinciale - sans succès pour l'instant - tout en insistant sur l'urgence pour les groupes d'avoir des réponses ainsi que sur la **NÉCESSITÉ DE REHAUSSER LES BUDGETS** (puisque si l'on se fie à l'annonce de septembre, ils resteraient encore identiques à ceux alloués depuis 2001, sans même une indexation).

La part du Québec reviendrait encore à environ 18 millions \$ pour les 12 collectivités désignées auquel s'ajouterait environ 1 million \$ pour les collectivités éloignées. Les membres du RSIQ ont pu constaté dans le passé l'insuffisance de cette enveloppe pour réaliser les projets nécessaires ; ON ESTIME À UN MINIMUM DE 50 MILLIONS \$ PAR ANNÉE LES BESOINS DU QUÉBEC.

Une campagne est présentement en cours. Vous recevrez ces jours-ci des cartes de Noël que l'on vous demande de faire signer à vos équipes de travail, aux personnes qui fréquentent votre ressource, à vos bénévoles, etc. et de renvoyer à la ministre fédérale. Les demandes sont simples : + de \$\$ pour des projets IPLI et une mise en place rapide du budget 2009-2014 avec des mesures de transition.

2 000 cartes ont été imprimées. Elles doivent toutes parvenir à la ministre. Veillez noter qu'il n'est pas utile d'affranchir pour le courrier envoyé à la Chambre des communes.

Si vous n'avez pas reçu vos cartes, contactez votre table régionale.

MANIFESTATION UNITAIRE CONTRE LA PAUVRETÉ

Tannés des discours économistes des partis en lice pour les élections du 8 décembre prochain, le RSIQ ainsi que 3 autres regroupements communautaires ont organisé le 27 novembre une marche au centre-ville de Montréal. Plusieurs centaines de personnes ont parcouru la rue Sainte-Catherine pour réclamer des engagements des partis pour garantir les droits des plus pauvres en temps de crise.

Les membres du RSIQ ainsi que ceux du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), de la Coalition Solidarité Santé, et de la Coalition contre la précarité souhaitent dénoncer la faiblesse, voire la vacuité, des plateformes électorales des principaux partis dans la lutte à la pauvreté.

La marche a abouti à la Place Émilie-Gamelin où se déroulait pendant 5 jours l'État d'urgence, un Mani-festival organisé chaque année par les artistes de l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA). L'Accueil Bonneau a réchauffé les manifestants et les manifestantes avec une soupe réconfortante en ce début d'hiver.

Crédit photo : Jean Casaubon
Bannières du RSIQ et de l'ADDICQ



BILAN DE FIN DE CAMPAGNE ÉLECTORALE

Force est de constater qu'encore une fois, les questions de justice sociale n'ont pas pris une grande part dans la campagne électorale. Cette fois-ci, le contexte de crise économique a occupé une grande part de l'espace, tant dans les plateformes des partis que dans leurs apparitions publiques et dans la couverture médiatique. Il faut souligner toutefois que **pour la première fois deux partis en lice ont consacré une conférence de presse à la question de l'itinérance**, le Parti Québécois avec un événement réunissant l'ensemble des candidatEs montréalaisEs et Québec Solidaire à Gatineau et à Montréal avec la porte parole Françoise David et les candidats Bill Clennett et François Saillant, ces deux partis étant en faveur d'une Politique en itinérance. Pour ce qui est de l'Action démocratique du Québec, aucun engagement clair n'a été fait même si plusieurs membres de l'ADQ se sont dits favorables à une Politique en itinérance. Les déclarations de Mario Dumont sur les assistés sociaux ne sont pas très rassurantes quant à la vision du parti concernant les moins nantis. Quant au Parti Libéral de Jean Charest, c'est le silence total sur ces enjeux, à part d'une proposition de rehausser le salaire minimum à 9.50 \$ d'ici 2010 et la promesse d'indexer pleinement l'aide sociale. Le RSIQ transmettra son analyse aux médias avant la date du scrutin.

Retrouvez sur la toile l'analyse des plateformes des partis, un **outil pour aider vos usagers à exercer leur droit de vote**, les campagnes en cours, et une foule d'autres informations pertinentes :
www.rapsim.org
section RSIQ

VOTER QUAND ON EST SANS ADRESSE FIXE : C'EST POSSIBLE ! Les organismes communautaires peuvent fournir une « attestation de résidence » qui permet à la personne de s'inscrire sur les listes électorales (**avant le 4 décembre**) et d'aller voter le 8 (ou avant).

Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec
(514) 861-0202
solidarite-itinerance@hotmail.com